

Québec, le 17 septembre 2015




**Objet : Demande d'accès aux renseignements**

V/Réf : 

N/Réf : 2015-09-10-010

Maître,

En réponse à votre demande d'accès à l'information reçue par courriel le 4 septembre dernier, visant à obtenir des informations concernant certains règlements et politiques de l'Institut de technologie agroalimentaire ainsi que des renseignements personnels portant sur  vous trouverez ci-joint les documents accessibles en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), ci-après : « Loi sur l'accès » :

- Règlement relatif à l'admission aux programmes d'études (RAPE);
- Calendrier scolaire 2015-2016;
- Règlement sur les droits et les frais à percevoir;
- Politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages (PIEA).

Par ailleurs, les articles 53 et 54 établissent la règle de confidentialité des renseignements personnels détenus par les organismes publics. Soulignons qu'il s'agit d'un principe fondamental en matière de respect de la vie privée. Dans les circonstances certains documents ne peuvent donc vous être communiqués puisque cette communication contreviendrait aux articles 53 et 54 de la Loi sur l'accès.

Enfin, conformément aux articles 51 et 135 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information dans les trente (30) jours de cette décision. Vous trouverez ci-joint les dispositions de la Loi sur l'accès mentionnées dans la présente.

...2

Pour toute information, vous pouvez contacter M. Daniel Lemay, adjoint à la responsable de l'accès à l'information, par téléphone au 418 380-2136 ou par courrier électronique à [daniel.lemay@mapaq.gouv.qc.ca](mailto:daniel.lemay@mapaq.gouv.qc.ca).

Veillez recevoir, Maître, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

  
Genevieve Masse  
Secrétaire générale et directrice de la coordination ministérielle  
Responsable de la Loi sur l'accès

GM/DL/ct

**Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels**

**(Chapitre A-2.1)**

**Article 53**

Les renseignements personnels sont confidentiels sauf dans les cas suivants:

1° la personne concernée par ces renseignements consent à leur divulgation; si cette personne est mineure, le consentement peut également être donné par le titulaire de l'autorité parentale;

2° ils portent sur un renseignement obtenu par un organisme public dans l'exercice d'une fonction juridictionnelle; ils demeurent cependant confidentiels si l'organisme les a obtenus alors qu'il siégeait à huis-clos ou s'ils sont visés par une ordonnance de non-divulgation, de non-publication ou de non-diffusion.

**Article 54**

Dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et permettent de l'identifier.

**Article 51**

Lorsque la demande est écrite, le responsable rend sa décision par écrit et en transmet copie au requérant et, le cas échéant, au tiers qui a présenté des observations conformément à l'article 49.

La décision doit être accompagnée du texte de la disposition sur laquelle le refus s'appuie, le cas échéant, et d'un avis les informant du recours en révision prévu par la section III du chapitre IV et indiquant notamment le délai pendant lequel il peut être exercé.

**Article 135**

Une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission de réviser cette décision.

Une personne qui a fait une demande en vertu de la présente loi peut demander à la Commission de réviser toute décision du responsable sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur l'application de l'article 9 ou sur les frais exigibles.

Ces demandes doivent être faites dans les trente jours qui suivent la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé par la présente loi au responsable pour répondre à une demande. La Commission peut toutefois, pour un motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter ce délai.

